



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 7 au 14 Septembre 2023

## En bref

Le Ministère des Finances et du Crédit Public prévoit un ralentissement de l'inflation à 4,5 % g.a. fin 2023 dans son projet de loi de finances (PPEF) 2024. Selon le Ministère, l'inflation s'établirait à 3,8 % fin 2024, rejoignant dès lors la fourchette cible (3 % +/- 1pp) de la Banque centrale du Mexique (Banxico). Ces estimations contrastent légèrement avec les anticipations du marché, qui prévoient une inflation globale à 4,7 % fin 2023 et à 4 % fin 2024. Selon les données de l'Institut National de Statistique et de Géographie, sur la première quinzaine du mois de septembre, l'inflation poursuivrait sa phase de ralentissement, atteignant 4,64 % g.a, son niveau le plus faible depuis 2021.

LE CHIFFRE À  
RETENIR

4,5 %

Prévisions du taux d'inflation  
globale fin 2023 selon Ministère  
des Finances et du Crédit Public.

## Zoom sur

En août 2023, l'inflation poursuit sa décélération dans le Triangle Nord. Les produits alimentaires et les boissons non-alcoolisées figurent toutefois parmi les produits qui enregistrent les plus fortes hausses des prix.

### TAUX D'INFLATION INTERANNUEL

	Août 2022	Juillet 2023	Août 2023
EL SALVADOR	7,66%	3,34%	3,09%
GUATEMALA	8,87%	4,53%	4,47%
HONDURAS	10,4%	5,15%	5,71%

# Mexique

## 1. ECONOMIE

Face à des flux d'investissements records et au dynamisme de la consommation privée, le Ministère des Finances et du Crédit Public (SCHP) se montre optimiste, estimant que la croissance économique serait comprise entre 2,5 et 3,5 % du PIB en 2023, avec une estimation centrale de 3 %. Cette projection est nettement supérieure à l'actuelle prévision de la Banque centrale du Mexique (2,1 %) et à l'estimation du marché (1,7 % du PIB). Le SCHP explique que si l'objectif de croissance pour 2024 n'était pas atteint, cela compromettrait les recettes budgétaires proposées dans le projet de budget des dépenses fédérales loi de finances 2024 (PPEF). En effet, le SCHP évalue que pour chaque point de croissance du PIB inférieur aux prévisions, il y aurait une perte de 2,64 Mds EUR en recettes budgétaires à travers une baisse de la TVA, de l'impôt sur le revenu et d'autres taxes.

Le SCHP prévoit une production pétrolière de 1,98 M barils/jour fin 2023, ce qui est inférieur à l'objectif de 2 M barils/jour fixé par l'administration d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO). Cette estimation comprend la production de Pemex, des partenaires et des entreprises privées. Par ailleurs, le SHCP prévoit que le prix moyen du baril de pétrole clôturerait l'année à 56,7 USD/baril, soit une baisse de 15 % par rapport aux 67 USD estimés précédemment. Cette baisse prévisionnelle s'explique en raison de l'incertitude économique mondial qui anticipe une pression continue de la demande de pétrole, notamment en raison du ralentissement de l'activité économique en Chine et dans l'Union européenne.

Le projet de budget des dépenses fédérales (PPEF) pour 2024 prévoit d'augmenter considérablement le budget du Ministère de l'Economie pour la promotion de l'investissement direct étranger et le développement industriel, dans le but de stimuler le phénomène de *nearshoring*. Ainsi, le ministère de l'Économie disposerait d'un budget total de 218 Mds EUR, ce qui représente une augmentation de 4,8 % par rapport à 2023. En

particulier, le PPEF vise à accroître significativement les ressources affectées à l'Unité d'intelligence économique globale du Ministère. Alors que cette unité recevait 472 826 EUR en 2023, elle obtiendrait 5 M EUR l'année prochaine, ce qui représente une augmentation impressionnante de 976 %. L'Unité d'intelligence économique globale du ministère de l'Économie a pour principales responsabilités: de (i) promouvoir l'exportation; (ii) renforcer la productivité des entreprises mexicaines (en mettant l'accent sur les micros, petites et moyennes entreprises); et (iii) d'intégrer ces entreprises dans les chaînes d'approvisionnement nationales et internationales. En outre, elle est chargée de concevoir des programmes et instruments qui attirent l'investissement étranger et favorisent le transfert de technologie, contribuant ainsi à accroître la compétitivité des entreprises mexicaines.

**L'agence de notation Fitch Ratings relève sa prévision de croissance du PIB mexicain pour 2023 à 3,1 %, contre 2,5 % précédemment.** L'agence a signalé qu'au T2 2023, la croissance de l'économie mexicaine avait largement dépassé les prévisions initiales. Plusieurs facteurs expliqueraient la révision : (i) la vigueur du marché de l'emploi; (ii) la robustesse de la consommation privée ; (iii) une politique budgétaire prudente; et (iv) l'augmentation inattendue de l'investissement privé. En effet, l'agence souligne que l'investissement privé a significativement augmenté au T2 et T3 2023, en particulier dans les secteurs de la construction non résidentielle et des machines et équipements. Cela résulterait des effets de la relocalisation. L'agence affirme que le *nearshoring* serait la clé de la croissance économique du Mexique au cours des trois prochaines années.

Le Mexique figure parmi les cinq premiers exportateurs mondiaux d'automobiles, occupant la quatrième place devant la Chine et comptabilisant 129 Mds USD d'exportations automobiles. Le leader incontesté est l'Union européenne qui, en 2022, a réalisé des exportations automobiles d'une valeur de 899 Mds USD selon les chiffres de l'OMC. Les États-Unis et le Japon suivent avec 138 Mds et 135 Mds

USD d'exportations réciproquement. Si l'industrie automobile se remet lentement du choc de la pandémie et du conflit russo-ukrainien, en 2023, les niveaux de production et d'exportation restent inférieurs aux records historiques prépandémiques.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

**En 2024, le déficit public serait de 4,9 % du PIB selon le projet de loi de finances du SHCP, contre 3,3 % du PIB estimé en 2023.** Il s'agirait alors du déficit public le plus élevé depuis 30 ans. Sur une base primaire - en soustrayant les paiements de la dette - le pays passerait ainsi d'un excédent de 0,1 % du PIB à un déficit de 1,2 % du PIB en 2024. Le Ministère des Finances justifie cette détérioration par une hausse importante des dépenses de retraite et des dépenses prévues pour l'achèvement des projets d'infrastructures phares de l'administration actuelle (dont le Train Maya). La décision d'accroître le déficit rompt avec l'approche budgétaire prudente adoptée par l'administration AMLO depuis son entrée en fonction fin 2018, et contraste avec le peu de soutien octroyé aux ménages durant la pandémie

**L'augmentation du déficit public proposée dans le paquet économique (PPEF) a suscité une forte inquiétude sur les marchés: les analystes économiques avertissent que la prochaine administration hériterait de graves problèmes budgétaires.** Pour les économistes de Citibanamex, la détérioration des finances publiques pourrait conduire à une dégradation de la note de crédit et représenterait un défi pour la Banque centrale et le contrôle de la trajectoire d'inflation. Les experts de BBVA concluent que, bien que ce paquet économique comporte des hypothèses macroéconomiques crédibles, il reste préoccupant de constater que le déficit public, qui s'élève à 4,9 % du PIB, atteint son niveau le plus élevé depuis 1988.

## 3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

**Selon le projet de budget des dépenses fédérales (PPEF), les entreprises productives de l'État**

**recevront 52,17 Mds EUR en 2024, dont 52 % iront à la *Comision Federal de Electricidad (CFE)* et les 48 % restants à l'entreprise nationale pétrolière Pemex.** Cette répartition budgétaire contraste avec celle de 2023, qui attribuait 39,3 % à la CFE et 60,7 % à PEMEX. Ainsi, tandis que la CFE verrait son budget augmenter de 7 %, celui de Pemex diminuera de 35,9 % en termes réels. La moitié du budget de Pemex serait alloué aux projets d'investissement de l'entreprise. Concernant la CFE, les 27 Mds EUR qui lui seraient attribués en 2024, seraient utilisés principalement pour couvrir: (i) un coût plus élevé des combustibles; (ii) le montant estimé pour maintenir une capacité de réserve dans le transport du gaz naturel, et (iii) les opérations de l'entreprise sur le marché de gros de l'électricité.

**D'après Fitch Ratings, les mesures prises par le gouvernement fédéral pour le sauvetage financier de Pemex ne suffiraient pas à doter l'entreprise d'une structure de capital durable.** Fitch explique que le gouvernement a procédé à une injection de capital de 4 Mds USD, dévoilée dans le rapport financier du T2 2023, pour faire face aux échéances de dette de 4,1 Mds USD en 2023, qui s'ajoute aux 8,3 Mds USD budgétés pour 2024. Pour l'agence, cet engagement annoncé de 12,3 Mds USD permettrait de renforcer la transparence et indique la volonté du gouvernement de soutenir Pemex d'une manière plus proactive et prévisible. Toutefois, Fitch estime que Pemex aurait besoin de plus de capitaux pour financer des dépenses d'investissement annuelles estimées à 10 Mds USD. En effet, l'agence prévoit qu'entre 2024 et 2027, l'entreprise pétrolière nécessiterait 60 Mds USD de liquidités (15 Mds USD/an) et ferait face à une dette de 21,5 Mds USD arrivant à échéance entre 2025 et 2027. Dans l'ensemble, Pemex aurait ainsi besoin de 81,5 Mds USD (20 Mds USD/an, 1,1 % du PIB de 2023) de soutien supplémentaire au cours des quatre prochaines années.

**Le Secrétaire aux Finances, Rogelio Ramírez de la O, a expliqué que les budgets initialement prévus pour les grands projets du gouvernement, dont la raffinerie Dos Bocas et le Train Maya, seront**



**nettement dépassés.** Alors que la raffinerie coûterait entre 879 M et 934 M EUR, soit le double du budget initial de 439 M EUR, le coût du Train Maya serait d'environ 27 Mds EUR, ce qui représente plus du triple des 6,6 Mds EUR estimés. Dans le cas de Dos Bocas, le Secrétaire a justifié cette hausse budgétaire par l'inflation en 2023 notamment. Pour le Train Maya, cette augmentation s'expliquerait par des aléas et imprévus survenus au cours de l'exécution des travaux. Ramírez de la O a notamment évoqué la découverte de vestiges originaux sur la voie ferrée en construction, ce qui amené les ingénieurs à repenser une partie du chantier. Afin de protéger ces reliques, l'élaboration de viaducs qui élèvent le Train Maya au-dessus du sol a été adoptée.

#### 4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 13/09
Bourse (IPC)	-2,74%	+16,77%	51522,18 points
Change MXN/USD	-2,78%	-14,77%	17,11
Change MXN/EUR	-3,24%	-9,33%	18,21
Prix du baril mexicain	2,73%	2,13%	85,27

## Amérique centrale

### 1. GUATEMALA

Fin juillet, les cinq plus grandes banques du pays représentaient 77 % des prêts du secteur. Cette forte concentration du marché est dominée par Banco Industrial, avec un portefeuille de prêts atteignant 10,2 Mds USD, suivie de Banrural (6 Mds USD), G&T Continental (4,1 Mds USD),

Agromercantil (4 Mds USD) et BAC Credomatic (3,9 Mds USD). En outre, l'agence de notation Fitch prévoit un ralentissement de la croissance des prêts bancaires au Guatemala, à +8,6% en 2023 contre +16,2% en 2022, lié à une croissance économique elle-même ralentie cette année (4,1% en 2022 contre 3,3% prévue 2023) et à la politique de resserrement monétaire opérée par la Banque centrale.

**Tigo et Claro se répartissent l'appel d'offre lancé par la Surintendance des télécommunications (SIT) pour l'attribution de six blocs de fréquence de la bande 700 MHz.** Claro en a remporté quatre pour un montant de 86 M USD et Tigo deux autres pour un montant de 43 M USD. Ces deux entreprises bénéficieront de l'usufruit de ces fréquences pendant 20 ans, jusqu'en 2042. C'est la seconde fois cette année que la SIT attribue des blocs de fréquence à Tigo et Claro suite à un appel d'offre, le dernier ayant eu lieu en juin. Grâce à ces appels d'offres, ces entreprises devraient étendre leurs services et développer l'offre 5G dans le pays.

**L'adhésion du Guatemala à l'accord de libre-échange (ALE) unissant la Corée du Sud à l'Amérique centrale est en cours de finalisation, après la clôture des négociations le 4 septembre dernier.** Pour rappel, les négociations pour la mise en place de cet ALE Amérique centrale - Corée du Sud avaient débuté en 2015 et le traité avait été signé par tous les pays en 2018, à l'exception du Guatemala, qui n'avait pas clôturé les négociations commerciales avec Séoul, faute d'accord sur des questions d'accès au marché et de règles d'origines. L'adhésion du Guatemala à l'ALE reste cependant encore soumise au vote des députés guatémaltèques et coréens, cette étape pouvant retarder encore de deux ans minimum l'entrée en vigueur de cet ALE pour le Guatemala.

**La BCIE lance un appel d'offre (Licitación Pública 038/2023) pour la réalisation d'une étude de faisabilité d'un Système de Gestion Intégrale des déchets solides pour la ville de Guatemala.** Pour postuler et obtenir plus d'information sur l'appel d'offre, merci de vous rendre sur ce lien et/ou de

manifester votre intérêt à l'adresse mail suivante : [adqinstitucionales@bcie.org](mailto:adqinstitucionales@bcie.org) La date limite pour répondre est fixée au 26 septembre.

## 2. EL SAVADOR

**Selon l'agence de notation Moody's, l'accord de restructuration de la dette publique de court terme proposé par l'ABANSA (Asociación Bancaria Salvadoreña) et accepté par le gouvernement présente un risque élevé pour les banques locales.** Ce plan qui vise à permettre aux banques de refinancer les bons et certificats du Trésor (LETES et CETES) à court terme en bons du Trésor à plus long terme avec des échéances pouvant aller jusqu'à sept ans augmenterait leur exposition au risque de crédit très élevé du Salvador (dette souveraine notée CCC-). Les banques salvadoriennes ont considérablement augmenté leurs engagements en titres d'État, qui s'élèvent aujourd'hui à environ 2,7 Mds USD contre 900 M USD en 2019. En outre, en avril 2023, les avoirs des banques en titres d'État ont atteint un niveau record de 114 % des fonds propres du système, contre une moyenne de 40 % en 2019.

**L'Assemblée législative a approuvé une loi pour la modernisation de l'État, établissant un partenariat stratégique avec Google qui coûtera au moins 500 M USD à l'État salvadorien.** Cette alliance stratégique d'une durée de sept ans vise à promouvoir la transformation numérique et la modernisation de l'État en améliorant la rentabilité et les services fournis par l'administration publique grâce aux technologies de Google. La loi autorise toutes les institutions de l'État à contracter les services de Google afin de mettre en œuvre l'alliance, et affirme que l'État doit veiller à ce que le total des allocations budgétaires de toutes les institutions qui signent des contrats de services soit d'au moins 500 M USD sur sept ans. Pour la passation de contrat de services avec Google, la loi établit que ni la loi organique sur l'administration financière de l'État ni la loi sur les marchés publics ne seront appliquées. En outre, l'accord stratégique n'inclut aucune mention ou disposition relative

aux obligations de Google en termes d'investissement minimum dans le pays.

**L'ancien ministre des finances, Alejandro Zelaya, a annoncé sa candidature à la présidence de la BCIE dont il a été nommé directeur national le 18 juillet.** Le délai de réception des candidatures a été prolongé jusqu'au 15 septembre et Alejandro Zelaya a été le premier candidat à se présenter à la succession du hondurien Dante Mossi. Pour rappel, la BCIE est le bailleur international qui a le plus financé le Salvador ces dernières années (4,6 Mds USD depuis 2019).

**Visite officielle de l'émir du Qatar.** Après une étape au Guyana (visite d'État), Tamim bin Hamad al-Thani s'est rendu au Salvador du 12 au 13 septembre. Plusieurs protocoles d'accord ont été signés à cette occasion, dont le détail n'a pas filtré, en matière d'agriculture, d'élevage, de coopération militaire, de santé, et d'entraide juridique. Il est vraisemblable que la question d'une possible contribution de fonds qataris à la restructuration de l'endettement national a également été évoquée.

## 3. PANAMA

**Selon l'Institut national de la statistique (INEC), le taux de chômage au Panama atteindrait 8,9 % en 2023.** L'étude sur le marché du travail a montré qu'entre 2019 et 2023, le nombre d'actifs sans emploi a augmenté de 32 %, atteignant 193 200 chômeurs. La population la plus touchée par le chômage est celle des jeunes : un panaméen sur cinq âgé de 15 à 29 ans est au chômage - soit 110 139 personnes, 54 % du total dans actifs sans emploi.

**Selon Oscar Vallarino, biologiste marin et ancien directeur exécutif de la direction de l'environnement du Canal de Panama, la situation hydrographique ne s'améliorera pas face à la double pression en matière d'utilisation de l'eau : la sécheresse et la construction de nouvelles usines de traitement de l'eau.** À ce jour, les principales stations d'épuration utilisent 438 millions de gallons d'eau par jour provenant des lacs Gatún et Alajuela, ce qui équivaut à peu près

à la quantité d'eau nécessaire pour huit transits à travers le canal. Les nouvelles stations d'épuration en cours de construction et celles en cours d'agrandissement ajouteront 250 millions de gallons par jour : (i) la station de traitement des eaux de Howard/Panama Pacifico avec 40 millions, (ii) la station de traitement des eaux de Gamboa avec 80 millions, (iii) la station de traitement des eaux de La Arenosa avec 60 millions, (iv) l'extension de la station de traitement des eaux de Chilibre avec 15 millions, (v) l'extension de la station de traitement des eaux de Sabanitas II avec 30 millions, (vi) l'agrandissement des stations d'épuration de Mendoza avec 20 millions et de Laguna Alta avec 5 millions de gallons par jour.

**Selon le rapport économique du CELAC, le Panama connaîtrait la croissance la plus élevée d'Amérique Latine avec 5,3 % de croissance du PIB en 2023 et 4,1 % en 2024.** L'étude précise que l'évolution moyenne du PIB dans la région devrait être de 1,7 % en 2023 et de 1,5 % en 2024.

**L'entreprise chinoise China Railway Tunnel Group (CRTG), spécialisée dans le creusement de tunnels et l'ingénierie souterraine, a été choisi par le consortium coréen HPH Joint-Venture pour creuser la partie de la ligne 3 du métro de Panama qui passera sous le Canal de Panama.** Selon le Métro de Panama, la construction de la section souterraine d'une longueur est de 5,3 kilomètres. Il appartient à HPH Joint-Venture de sélectionner tout sous-traitant et de s'assurer que l'entreprise satisfait aux exigences minimales en matière d'expérience et de capacité financière pour les responsabilités qui lui sont attribuées.

#### 4. NICARAGUA

**Le déficit commercial du Nicaragua de janvier à juillet 2023 a diminué de 20,9 % g.a. s'élevant à 919,7 M USD selon la Banque centrale (BCN).** Les exportations et les importations ont enregistré une baisse respective de 1,9 % et 5,6 %. La diminution des importations s'explique principalement par la baisse de la facture des importations de pétroles et de ses dérivés (-23,4

%). Pour rappel, le déficit commercial en 2022 s'était élevé à 2,39 Mds USD, en hausse de 59 % par rapport à 2021.

**Entre janvier et juillet 2023, les entreprises des zones franches ont enregistré une baisse de 15 000 emplois, en raison de la diminution des exportations, des réductions de personnel et de l'émigration des travailleurs hors du pays.** Les exportations de la zone franche ont diminué de 6,4 % g.a. de janvier à juillet 2023, la plus grande baisse ayant été enregistrée dans le secteur textile (-195 M USD). Les entreprises qui ne sont pas en mesure de renouveler les contrats internationaux de production de vêtements, principalement pour le marché américain, licencient alors du personnel. En outre, les mauvaises conditions de travail et les bas salaires poussent les travailleurs nicaraguayens à quitter le pays.

#### 5. COSTA RICA

**Le gouvernement du Costa Rica a soumis à l'Assemblée législative un projet de budget national pour l'année 2024 en hausse de 3 % d'un montant de 23,6 Mds USD (12 635 Mds de colons costariciens), soit 25,4 % du PIB.** Le ministre des finances, Nogui Acosta, a précisé que 46 % du budget serait à destination du service de la dette publique. Près de 38 % du budget de l'état (hors service de la dette) seraient attribués au Ministère de l'éducation publique, avec des dépenses équivalentes à 5,2 % du PIB. Le projet de budget pour 2024 consacre la création en avril 2023 du Ministère du Logement avec un budget équivalent à 0,3 % du PIB. Le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, le Ministère de la Santé, le Ministère de la Sécurité Publique et le Ministère des Finances concentrent les hausses les plus importantes par rapport au budget 2023, avec respectivement + 10,6 %, + 8,8 %, + 7,8 % et + 6 %. Le budget du régime de retraite, troisième poste de dépense après le service de la dette et le Ministère de l'Éducation nationale avec 2,4 % du PIB augmenterait de 6,4 % par rapport à 2023.



La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) prévoit une croissance de 3,8 % du PIB du Costa Rica en 2023, dans son Étude économique de l'Amérique latine et des Caraïbes 2023, supérieure aux prévisions pour la région qui s'élèvent à 1,7 %. La projection de la CEPAL est inférieure à celle de 4,2 % du PIB du rapport sur la politique monétaire présenté en juillet dernier par la Banque Centrale du Costa Rica.

## 6. HONDURAS

Le gouvernement de Xiomara Castro a proposé un budget de 16,46 Mds USD pour 2024, soit 566 M USD de plus que celui approuvé en 2023 et le budget le plus élevé proposé à ce jour. La proposition de budget prévoit notamment des investissements dans les secteurs des infrastructures routières, de l'électricité, de l'eau, de la santé et de l'éducation. Des experts ont toutefois mis en garde contre un budget disproportionné, soulignant d'une part que le Honduras accumule 20 Mds USD de dette publique et d'autre part que seulement 52 % du budget approuvé en 2023 a été exécuté à début septembre. Le projet sera envoyé la semaine prochaine au Parlement, qui devra l'approuver avant le 31 décembre.

La BCIE a approuvé un prêt de 135 M USD pour le Programme d'appui au réseau hospitalier de la République du Honduras (PARH), qui comprend la conception, la construction, l'équipement et la mise en service de deux nouveaux centres hospitaliers à Choluteca et Tocoa. Le financement de ce programme, qui bénéficiera à 841 000 personnes, offre des conditions favorables au pays avec un taux d'intérêt moyen de 4,26 %.

La Banque centrale (BCH) a réduit à 100 000 USD et à 150 000 USD les montants en dollars pouvant être achetés par jour, par les particuliers et les entreprises respectivement, par l'intermédiaire du système bancaire du pays. Pour rappel, depuis avril 2023 la BCH demande aux banques de lui livrer l'intégralité des dollars reçus des exportations, des envois de fonds des familles

(remesas), des investisseurs étrangers et de l'endettement extérieur. Ces mesures s'expliquent par la faiblesse des entrées en devises étrangères depuis le début de l'année, ces entrées n'ayant pas été suffisantes pour maintenir les réserves internationales nettes (RIN), passées de 8,4 Mds USD en janvier 2023 à 7,7 Mds USD en septembre.

## Caraïbes

L'étude économique de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CELAC) pour 2023 prévoit une croissance de 4,2 % du PIB pour la région Caraïbes (hors Guyana) en 2023 et 2,8 % en 2024. La projection du CELAC pour la région est 0,9 point supérieur à celle faite en 2022. Antigua-et-Barbuda connaîtrait la croissance la plus élevée de la région avec 9,5 % en 2023 et 8,5 % en 2024. Trinité-et-Tobago connaît les prévisions les plus faibles de la région avec 3,2 % en 2023 et 2,2 % en 2024.

### Prévisions d'évolutions du PIB des pays des Caraïbes pour 2023 et 2024

Pays	2023 (p)	2024 (p)
Caraïbes (sans la Guyane)	4,2	2,8
Antigua-et-Barbuda	9,5	8,5
Barbade	4,9	3,2
Bahamas	4,3	2
Dominique	3,5	3
Grenada	5	3,5
Jamaïque	5,3	3,2
Saint-Kitts-et-Nevis	4,5	4,5
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	4,5	4,5
Sainte-Lucie	4	4,5
Trinité-et-Tobago	3,2	2,2

Sources : CELAC

## 1. CUBA

**La Havane accueillera à partir du 15 septembre et pour deux jours le sommet du G77+Chine.** Plus d'une trentaine de chefs d'État et de gouvernement sont attendus ainsi que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. La Chine sera représentée par Li Xi, membre du comité permanent du Bureau politique du Parti communiste chinois. La rencontre abordera un vaste programme axé sur les *objectifs actuels de développement tels que le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation*. Le groupe, créé en 1964 par 77 pays, compte désormais 134 nations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, représentant plus de 80 % de la population mondiale. Cuba, qui a rejoint cette organisation en 1971, assure pour la première fois sa présidence tournante en 2023.

## 2. TRINITE ET TOBAGO

**Dans son Rapport sur la stabilité financière, la Banque Centrale de Trinité-et-Tobago (CBTT) a évalué comme modéré le risque d'instabilité financière du pays.** Le rapport rend compte de la résilience des réserves importantes dont dispose l'économie trinidadienne et a identifié les principaux risques pesant sur le système financier intérieur, à savoir la hausse des taux d'intérêt mondiaux, les besoins de liquidités plus importants et les cyber-attaques.

**Dans son Bulletin économique de juillet, la Banque Centrale de Trinité-et-Tobago a signalé un excédent de 13 M USD des finances publiques au cours des 9 premiers mois de l'exercice 2023.** La CBTT a attribué ces résultats à l'augmentation des recettes énergétiques. Cette nouvelle positive est tempérée par la hausse de 8,6 % g.a en juillet 2023 des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées, selon le *Central Statistical Office*.

**L'Ambassade de Chine à Trinité-et-Tobago a annoncé l'achèvement et la prochaine mise en service du projet « Phoenix Park ».** S'inscrivant dans le cadre du programme stratégique chinois

« Nouvelles routes de la soie » ou « Belt and Road Initiative » (BRI), « Phoenix Park » a été initié en 2018, à l'aide d'un prêt de 104 M USD du gouvernement chinois. Couvrant une superficie de 67 hectares, ce parc industriel a pour vocation de soutenir la diversification de l'économie, notamment dans les domaines de l'industrie légère, de la logistique et du stockage et des industries émergentes telles que les biotechnologies, les matériaux de construction écologiques et l'électronique.

**Le secteur manufacturier de Trinité-et-Tobago organise des missions d'affaires vers le marché de l'Afrique de l'Ouest.** Une mission a été organisée par le Centre ghanéen de promotion de l'investissement (GIPC) et menée par la « Trinidad and Tobago Manufacturers' Association » (TTMA). Selon le GIPC, le Ghana à lui seul représente une clientèle potentielle de 32 millions de personnes, la porte d'entrée vers un marché ouest-africain de 300 millions d'habitants.

## 3. REPUBLIQUE DOMINICAINE

**Les dépenses du gouvernement dominicain en matière de capital, entre janvier et juillet 2023, ont représenté 1,04 % du PIB.** Le ministre des Finances, Jochi Vicente, a déclaré qu'au cours des sept premiers mois de 2023, les dépenses en capital se sont élevées à 1,2 Mds EUR, soit une croissance de 24,9 % g.a. Le ministre a indiqué que la hausse des dépenses en capital la plus importante concernait les "constructions en cours" liées au secteur des transports, telles que l'extension de la ligne 2C du métro de Saint-Domingue et la construction du monorail dans la deuxième ville du pays, Santiago de los Caballeros.

**La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a indiqué que l'indice des prix à la consommation (IPC) a connu une variation mensuelle de 0,52 % en août.** Ce résultat implique que l'inflation en glissement annuel, mesurée d'août 2022 à août 2023, s'est établie à 4,27 %, restant ainsi dans la fourchette



cible de 4,0 % ± 1,0 %. Le BCRD a précisé que le taux d'inflation en glissement annuel de la République Dominicaine est l'un des plus faibles d'Amérique latine. En ce qui concerne l'IPC pour le mois d'août 2023, le BCRD a souligné que le secteur ayant le plus fortement contribué à l'inflation était celui de l'alimentation et des boissons non alcoolisées avec une variation de 1,27%, expliquant 63% du taux d'inflation globale.

**Le Ministère des Finances a conclu, le 12 septembre 2023, une opération globale de rachat d'obligations internationales, indexées en pesos dominicains, avec échéance en 2026, de 40,7 Mds DOP (662 M EUR).** Pour le rachat, le pays a émis des obligations à échéance en 2035, ce qui lui a permis de recevoir des offres à hauteur de 154,7 Mds DOP (2,5 milliards EUR), soit plus de deux fois le montant de la demande. La vice-ministre du crédit public a souligné que l'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la dette à moyen terme, visant à améliorer le portefeuille de la dette et sa maturité.

## 6. DOMINIQUE

**Le FMI a publié un rapport sur le secteur touristique, en tant que moteur important de l'activité économique de la Dominique, avec une contribution directe du tourisme de 12,2% du PIB en 2019, soit l'une des plus élevées de l'Union Monétaire des Caraïbes Orientales.** Le tourisme est également une source importante d'emploi, représentant environ 10,5% de l'emploi total, principalement dans l'hôtellerie et la restauration. Si l'on considère les contributions des secteurs connexes, on estime que le poids du secteur est d'environ un tiers du PIB selon le World Travel et Tourism Council en 2023. Les exportations touristiques ont toujours été beaucoup plus importantes que les exportations de biens, sauf pendant la pandémie.

## 8. GRENADÉ

**Le Conseil d'administration du FMI a conclu les consultations au titre de l'article IV pour 2023 de**

**la Grenade en saluant la bonne reprise de l'économie de l'île, qui dépend du tourisme et sa stabilité face au phénomène inflationniste.** La Grenade a continué à se remettre de la pandémie malgré un contexte de hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Selon le FMI, la croissance a atteint 6,4 % en 2022, grâce à la reprise du tourisme et à la construction, la croissance ralentirait à 3,9 % en 2023 et oscillerait à moyen terme de 3,8 % à 2,7 % entre 2024 et 2028. L'inflation a augmenté modérément pour atteindre 2,9 % à la fin de l'année 2022, grâce à une réponse efficace des autorités. En 2023, l'inflation augmenterait à 3,2 % avant de retrouver à l'horizon 2025 des projections à 2 %.

**Les conclusions de l'article IV en 2023 sur la Grenade souligne la bonne trajectoire budgétaire du pays avec une dette publique qui atteindrait 64,6 % du PIB en 2022, 61,1 % en 2023, 58,3 % en 2024 et seulement 47,1 % en 2028.** Ce phénomène s'explique, en partie, par la capacité du gouvernement de dégager des excédents budgétaires primaires (2,6 % en 2022, 3,6 % par an sur la période 2023 – 2025) à l'aide du programme de citoyenneté par investissement (CBI). Le FMI salue la capacité du pays à retrouver en 2023 la trajectoire prévue par la loi de responsabilité budgétaire, mais rappelle les facteurs qui pourraient endommager les recettes de l'état : (i) dépendance au tourisme, (ii) hausse des prix alimentaires et énergétiques, (iii) catastrophe naturelle, (iv) baisse brutale des recettes du CBI.

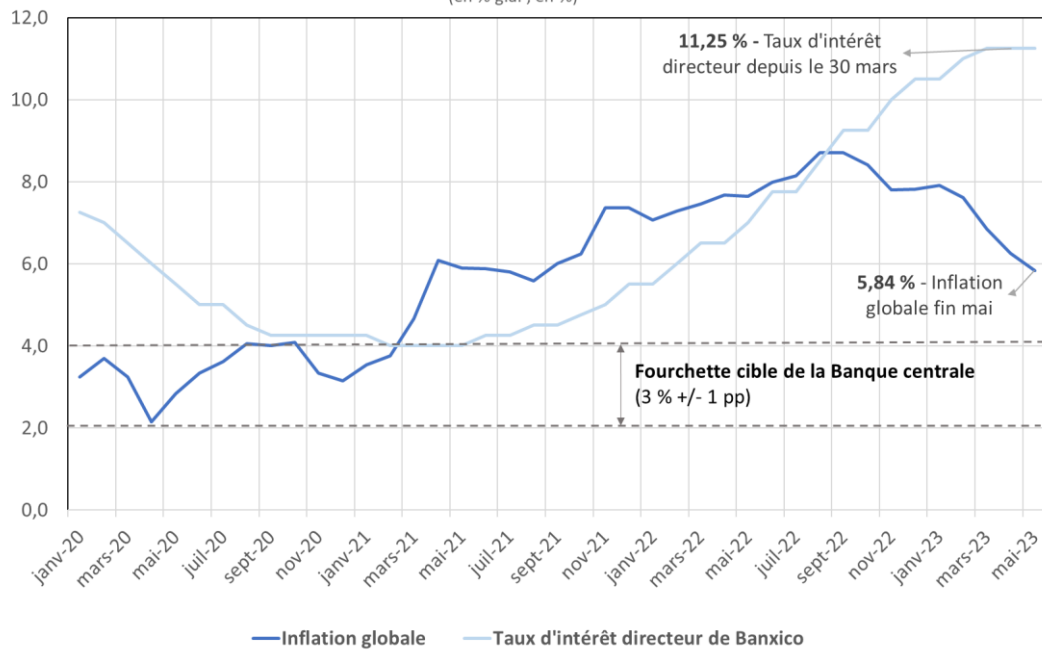
## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

**Source:** FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

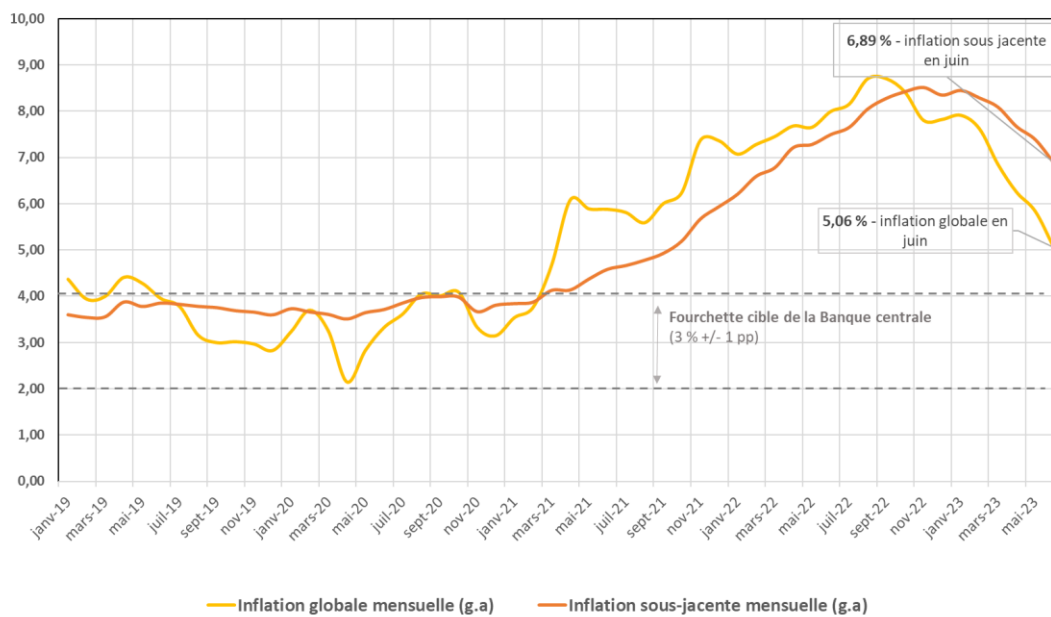
## -Annexe Graphique – Mexique –

INFLATION MENSUELLE ET TAUX D'INTERET DIRECTEUR  
 (en % g.a. ; en %)



**Source:** Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

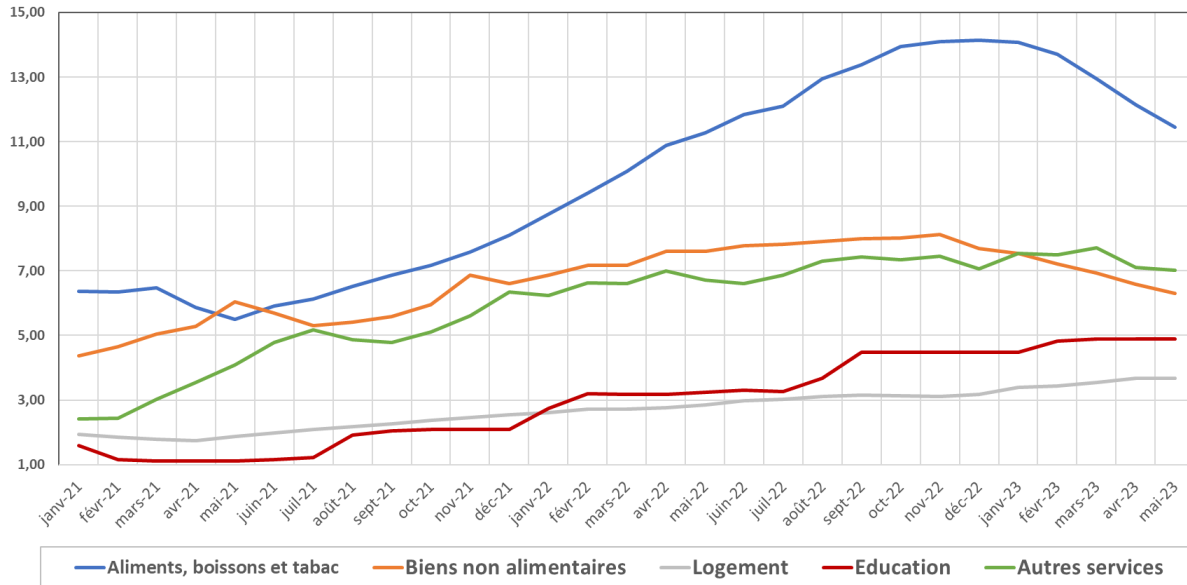
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE  
 (% g.a.)



**Source:** Institut National de la Statistique et de la Géographie

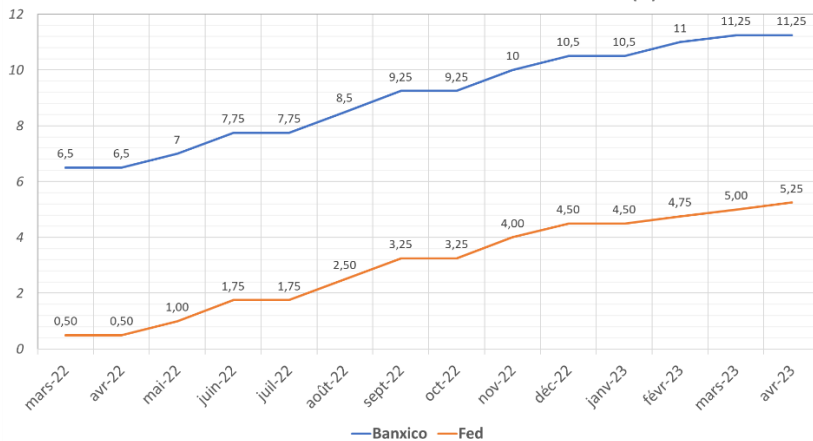


EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION  
(%, g.a.)



**Source:** Institut National de la Statistique et de la Géographie

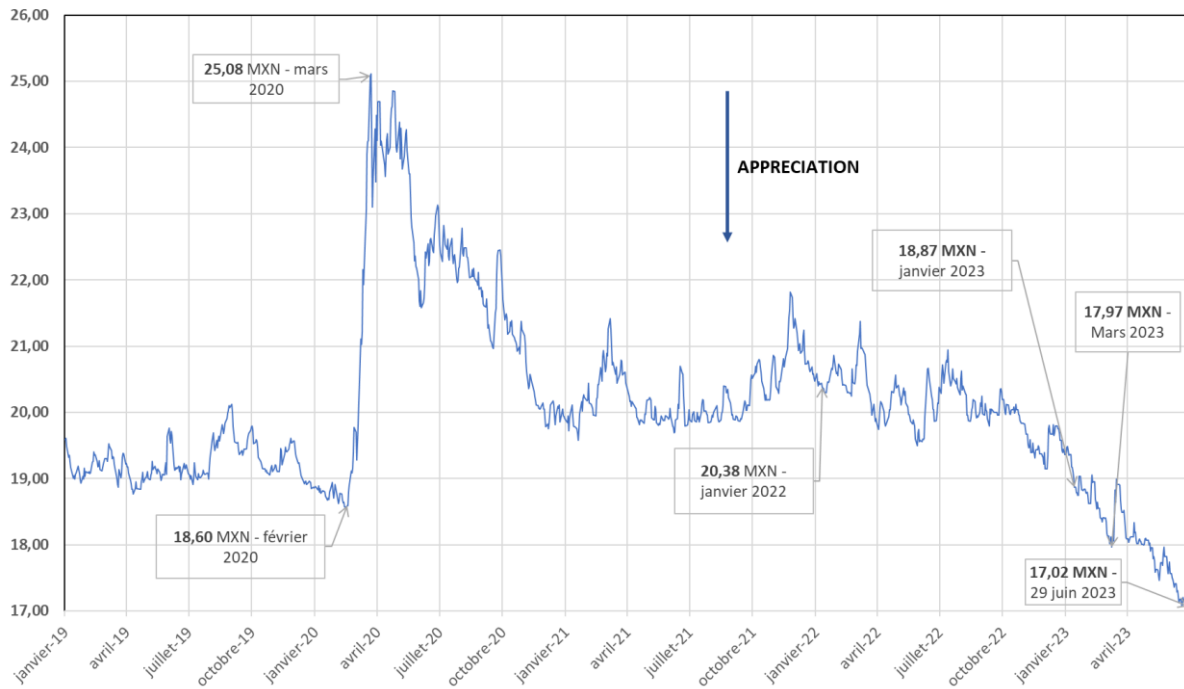
DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR  
ENTRE BANXICO ET LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAIN (%)



date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600

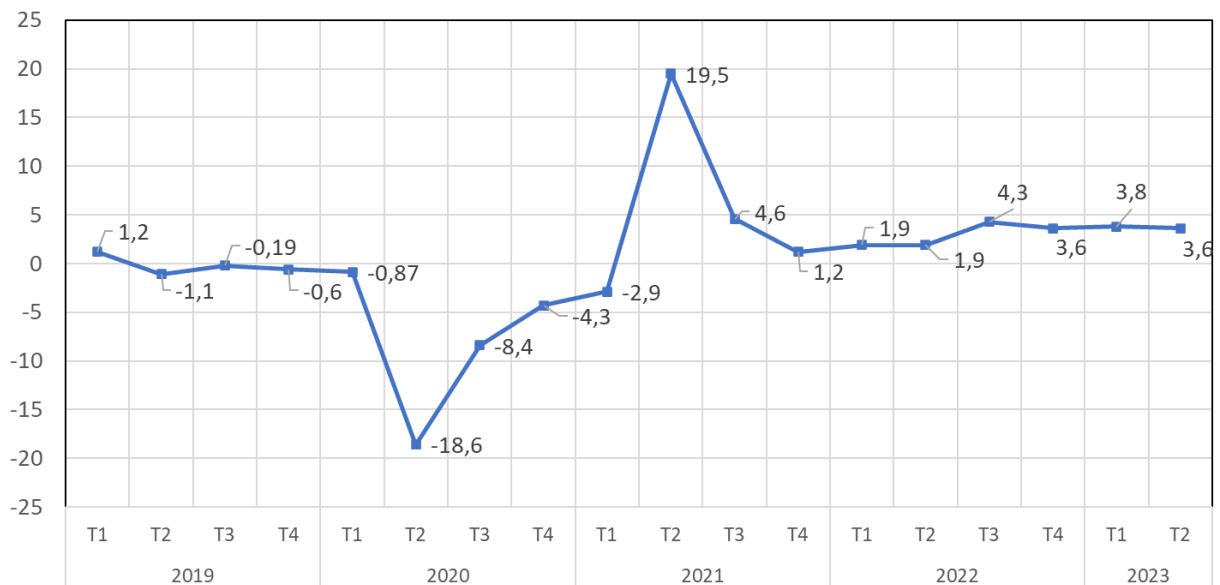
**Source:** Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE  
(MXN/USD)



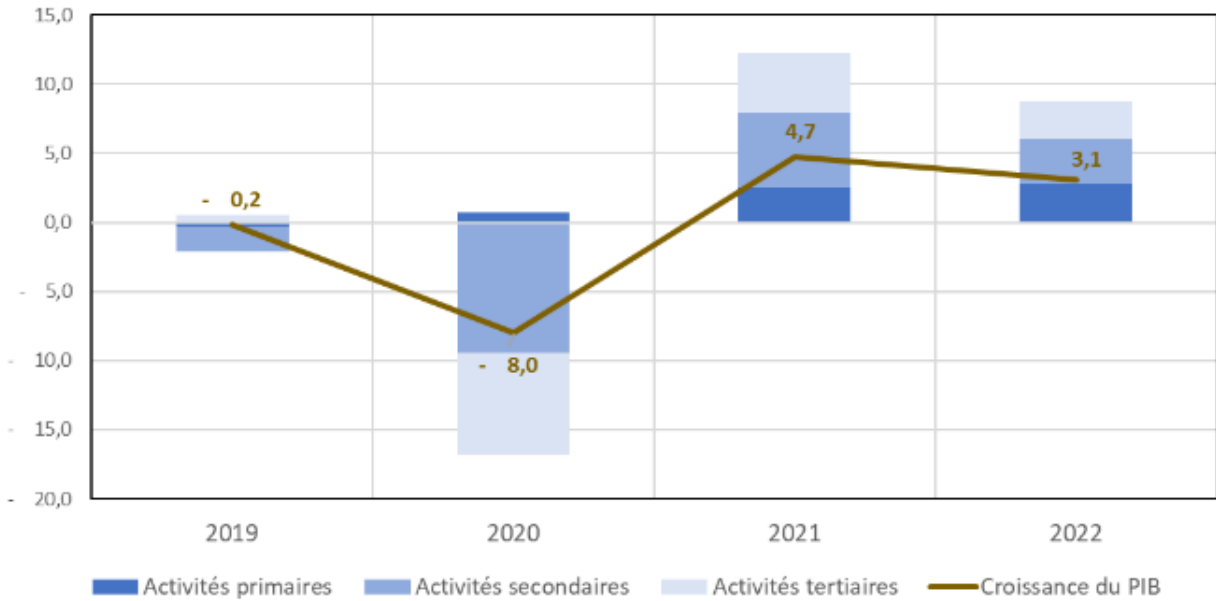
Source: Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB  
(%, glissement annuel)



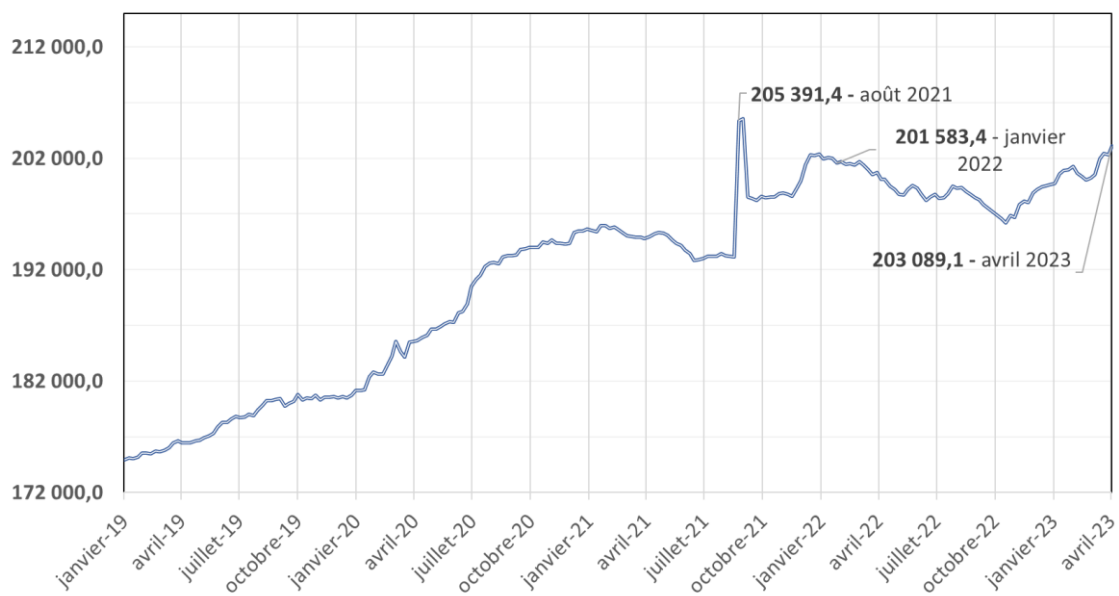
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES  
 (% , g.a.)



**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie

MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES  
 (en M USD)



**Source :** Banque centrale du Mexique